Union syndicale Solidaires

Union syndicale Solidaires - 144 bd de la Villette - 75019 Paris
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

le 22 septembre 2015

Leurs profits sont nos misères, augmentation des salaires !

Tel un chœur antique, le gouvernement Valls/Hollande, le MEDEF, les économistes libéraux de droite comme de « gauche », ne cessent de fustiger la soi-disant rigidité des salaires, comme celle du marché du travail.
On serait trop grassement payé-es, ce serait de la faute des salarié-es si les entreprises ne gagnent pas assez de parts de marché sur les capitalistes concurrents.
Soyez moins rigides, acceptez le gel, la baisse de vos salaires, que diable !

Toujours moins pour les salarié-es...

Depuis les années 80, le partage de la valeur ajoutée produite par les entreprises évolue toujours plus défavorablement pour les salarié-es : **c'est toujours plus pour la rémunération du capital, toujours moins pour la rémunération du travail** (salaire direct et part socialisée constituée par les cotisations sociales). Et, dans la fonction publique, le gel du point d'indice continue de sanctionner les fonctionnaires.
Derrière la hausse statistique du salaire moyen se cache une réalité plus sombre. L'augmentation du nombre de cadres et la baisse de celui des ouvriers expliquent cette hausse du salaire moyen en trompe l'œil. En dehors de cet effet, les salaires réels baissent en réalité depuis la crise.

Au nom de la compétitivité, la pensée unique libérale mène une offensive permanente sur la réduction du « coût » du travail. Les salarié-es subissent une pression constante : blocage des salaires, précarisation du marché de l'emploi, chantage aux licenciements, chômage de masse (8 millions de chômeurs et chômeuses, soit 11 % de la population active), multiplication des exonérations et dispositifs dérogatoires fiscaux et sociaux en faveur des entreprises qui pourtant n'ont aucun effet sur l'emploi.

Pour l'an prochain, les entreprises ont prévu **des budgets d'augmentation pour les salaires historiquement bas, à hauteur de 1,7%**, c'est-à-dire quasiment moitié moins qu'en 2008.

Près de sept entreprises sur dix disent ne prévoir que des augmentations individuelles pour les cadres. Pour les non cadres, une entreprise sur deux prévoit de recourir à un mix d'augmentations individuelles et générales. Dans le cas d'un mix, la part de l'augmentation individuelle représenterait les deux tiers (62%) pour les cadres et la moitié (55%) pour les non cadres.

Quant à l'inégalité salariale femmes/hommes, **le salaire net mensuel en équivalent temps plein des femmes est inférieur de 19,7 % à celui des hommes.** Exprimé en salaire horaire net, cet écart de 18,4% en moyenne varie selon les zones d'emploi, de 1,6 % à 26,9 % en défaveur des femmes.

... Toujours plus pour les capitalistes

En 2014, les rémunérations des dirigeants du CAC 40 ont progressé de 10%, grâce à l'augmentation des attributions d'actions et d'options.

Les rémunérations globales de ces dirigeants, toutes rémunérations confondues (hors jetons de présence et avantages en nature), atteignent le chiffre vertigineux de 153 millions d'euros, en hausse de 10,1% par rapport à 2013. Ce sont 16 patrons du CAC 40 qui ont perçu plus de 4 millions d'euros en 2014, dont celui du constructeur automobile Renault, Carlos Ghosn, qui a enregistré une hausse de 174% de ses rémunérations à 7,161 millions d'euros.

Manifestons le 8 octobre
pour nos légitimes revendications

- SMIC à 1 700 euros nets.

- 400 € d'augmentation pour tous et toutes.

- Rattrapage du pouvoir d'achat
et augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires

- Augmentations en sommes uniformes pour favoriser
les plus bas salaires et réduire les inégalités

- Egalité salariale entre les femmes et les hommes,
avec des mesures immédiates pour annuler
les discriminations existantes.

- Augmentation des pensions de retraite,
des allocations chômage, des minimas sociaux.